

LA SEMAINE JURIDIQUE

ENTREPRISE ET AFFAIRES

1^{ER} FÉVRIER 2018, HEBDOMADAIRE, N° 5

ISSN 1290-5119



1057

Contrôle des investissements étrangers au sein de l'Union européenne

État des lieux et perspectives

Étude par Fanny Malher

78 Banque - 3 questions : Vers un encadrement légal du TEG/TAEG, J. Lasserre Capdeville

1045 Société commerciale - Transmission universelle du patrimoine et sort des contrats conclus intuitu personae, Cass. com., 8 nov. 2017, note C. Coupet

1046 Procédure collective - Quel est le délai d'établissement définitif des créances des organismes sociaux dans les procédures collectives de leurs redevables ? Cass. com., 25 oct. 2017, note B. Rolland

1050 Informatique - Droit de l'Internet, chronique sous resp. N. Mallet-Poujol

1051 Concurrence - Sanction de la société mère du fait de la pratique anticoncurrentielle de la filiale : la jurisprudence se durcit, Cass. com., 18 oct. 2017, note A. El Mejri

1059 Contrat de travail - Le motif économique et le groupe - Définition après les ordonnances n° 2017-1387 et n° 2017-1718 des 22 septembre et 20 décembre 2017, étude S. Béal et C. Terrenoire

 LexisNexis®



LA PERTINENCE DE LA SÉLECTION, LA FIABILITÉ DES ANALYSES

Sommaire

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires - N° 5, 1^{er} février 2018

Échos de la pratique P. 5

78 3 questions... Vers un encadrement légal du TEG/TAEG,
J. Lasserre Capdeville

● En mouvement ● Focus ● Échos ● À lire
● Le chiffre de la semaine ● Indices et taux

Actualités

Affaires

VEILLE

P. 9

- 79 Bail commercial - Point de départ du délai de l'action en paiement de l'indemnité d'occupation
- 80 Banque - Identifiant unique fourni par l'utilisateur du service de paiement inexact et responsabilité du prestataire de services de paiement
- 81 Infractions économiques - Signalements des manquements professionnels à l'ACPR et lanceurs d'alerte
- 82 Marché financier - Prospectus : nouveau seuil national et régime d'information sous ce seuil
- 83 Marque - Contrefaçon : apposition en vue d'exportation uniquement
- 84 Procédure collective - Vérification et admission des créances : le débiteur peut exercer seul le recours contre la décision du juge-commissaire
- 85 Procédure collective - La résiliation du bail commercial est effective dès le jour où le bailleur en est informé
- 86 Procédure collective - Droit propre du débiteur à former un recours contre l'ordonnance autorisant le liquidateur à signer une transaction

- 87 Procédure collective - Revendication : qualité pour saisir le juge-commissaire et champ des restitutions en cas d'affacturage
- 88 Procédure collective - Précision sur le point de départ du délai de recours contre les ordonnances du juge-commissaire
- 89 Procédure collective - Recevabilité des conclusions et pièces compatibles adressées à la cour d'appel par le liquidateur
- 90 UE - Qualité de consommateur de l'utilisateur d'un compte Facebook et droit d'agir en justice : droit de mener une action individuelle, mais pas une action de groupe

- 94 Contrat de travail - Inaptitude et indemnité spéciale de licenciement
- 95 Licenciement pour motif économique - Motivation : raisons économiques explicites dans la lettre

Fiscal

APERÇU RAPIDE

P. 16

- 96 IS - La réforme du régime de faveur des fusions : un grand bond en avant, mais pas une révolution culturelle, D. Villemot

VEILLE

P. 18

- 97 Prélèvements sociaux - Inapplication de la jurisprudence de Ruyter aux personnes affiliées au régime de sécurité sociale d'un État tiers
- 98 TVA - Prestation unique composée de deux éléments distincts : taux de l'élément principal
- 99 TVA - Plan d'action
- 100 UE - Libre prestation de services : taxe d'immatriculation et autorisation administrative préalable à l'utilisation d'un véhicule pris en crédit-bail dans un autre État

Social

VEILLE

P. 14

- 91 AT/MP - Expertise médicale du dommage imputable à la faute inexcusable de l'employeur : frais liés à l'accident
- 92 CE - Représentation proportionnelle des femmes et des hommes
- 93 Contrat de travail - Clause de non-concurrence, contrepartie financière et circonstances de la rupture

Études et commentaires

Affaires

SOCIÉTÉS ET PROCÉDURES COLLECTIVES

P. 20

- 1045 Société commerciale - Transmission universelle du patrimoine et sort des contrats conclus intuitu personae, Cass. com., 8 nov. 2017, note C. Coupet
- 1046 Procédure collective - Quel est le délai d'établissement définitif des créances des organismes sociaux dans les procédures collectives de leurs redevables ? Cass. com., 25 oct. 2017, note B. Roiland

- 1047 Procédure collective - Ministère public : avis, forme, communication Cass. com., 27 sept. 2017 (deux arrêts), note Ch. Delattre

DROIT ÉCONOMIQUE

P. 28

- 1050 Informatique - Droit de l'Internet, chronique sous resp. N. Mallet-Poujol

- 1051 Concurrence - Sanction de la société mère du fait de la pratique anticoncurrentielle de la filiale, Cass. com., 18 oct. 2017, note A. El Meiri

DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

P. 44

- 1057 UE - Contrôle des investissements étrangers au sein de l'Union européenne - État des lieux et perspectives, étude F. Mahler

Social

TRAVAIL

P. 50

- 1059 Contrat de travail - Le motif économique et le groupe - Définition après les ordonnances n° 2017-1387 et n° 2017-1718 des 22 septembre et 20 décembre 2017, étude S. Béal et C. Terrenoire

Fiscal

PROCÉDURES FISCALES

P. 60

- 1060 Contentieux - Demande de remboursement de TVA formée par voie électronique : preuve de l'envoi du courriel, CE, 18 oct. 2017, note C. Cassan et J. Rotkopf